

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
89, rue Weber  
CS 52 002 - Cedex 02  
30907 Nîmes  
uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

Nîmes, le 6 mars 2026

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/02/2026

### **Contexte et constats**

publié sur  **GÉORISQUES**  
**SOLVAY Rhodia Opérations**  
Quartier Usine  
30340 Salindres

Références : 2026-03-86  
Code AIOT : 0006601578

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/02/2026 dans l'établissement SOLVAY Rhodia Opérations implanté Quartier Usine - 30340 Salindres.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOLVAY Rhodia Opérations
- Quartier Usine 30340 Salindres
- Code AIOT : 0006601578    Installation : Avec Titre ☐ Sans Titre ☒
- Régime : A
- Statut Seveso : SEVESO HAUT
- IED : Non IED

Groupe international de chimie, Solvay réalise 90% de son chiffre d'affaires dans des activités où il figure parmi les trois premiers groupes mondiaux. Ses produits servent de nombreux marchés, parmi lesquels l'énergie et l'environnement, l'automobile et l'aéronautique, l'électricité et l'électronique.

Le site de Salindres dispose d'installations mettant en œuvre des réactions chimiques successives au sein de deux ateliers de production, FLORIN et PPFO. Il synthétise des dérivés fluorés destinés aux marchés de l'électronique (écrans LCD, des batteries de voitures électriques, tablettes ou smartphones) , de la pharmacie et de la protection des cultures.

Le site relève du régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et, au regard des activités exercées et des produits mis en œuvre, du statut SEVESO seuil haut. L'établissement est régulièrement autorisé et régi en dernier lieu par l'arrêté

préfectoral n°2013-41 du 26 juillet 2013 modifié. Fin septembre 2024, Solvay France a annoncé sa décision de cesser les activités de production exercées par Rhodia Opérations sur le site de Salindres. En conséquence, depuis cette date, toutes les productions ont été arrêtées. La notification de mise à l'arrêt définitif des installations en application de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement a été transmise au préfet du Gard en date du 11 mars 2025.

**Thèmes de l'inspection :** cessation d'activité - Mise en sécurité

## **2) Constats :**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Cessation	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R512-39-1	Mise en demeure, respect de prescription	9 Mois
2	Cessation	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R512-75-1	Prescriptions complémentaires	2 Mois
3	Cessation	AP Complémentaire du 26/07/2013, article 5.1.1	Prescriptions complémentaires	2 Mois
4	Surveillance des émissions	Arrêté Préfectoral du 26/07/2013, article 9.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	10 Jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

La présente visite s'inscrit dans le cadre de la phase de mise en sécurité des installations du site de Salindres suite à la notification de mise à l'arrêt définitif des installations.

L'inspection a porté sur l'organisation mise en place par l'exploitant pour la réalisation des opérations de mise en sécurité ainsi que, par sondage sur la gestion des flux d'effluents et la gestion des déchets stockés sur site.

L'inspection relève en particulier :

- une organisation en place conduisant à l'absence de mise en sécurité effective des installations, du fait de déchets dangereux toujours présents 11 mois après leur arrêt, ce qui constitue un écart au titre du code de l'environnement sur la procédure réglementaire de cessation d'activité ;
- une utilisation des fosses du site alors que la mise en sécurité n'est pas effective sans pour autant avoir procédé à leur nettoyage préalablement. Cette situation conduit à la génération d'un volume conséquent d'eaux pluviales polluées aux PFAS, notamment en TFA (acide trifluoroacétique) et TA (acide triflique), contribuant à la saturation des exutoires de traitement de déchets dangereux disponibles ainsi que l'expose l'exploitant ;
- une absence d'études, de justificatifs et/ou d'actions correctives pour prévenir et/ou réduire les volumes conséquents de déchets dangereux générés lors d'épisodes pluvieux par simple passage et lessivage dans des fosses non nettoyées ;
- la nécessité d'éclairer la faisabilité de réalisation du contrôle inopiné « eau de surface » demandé par l'inspection en sortie de la station de traitement PEP'S suite au quiproquo du contrôle inopiné pour 2025.

L'exploitant par son organisation et les moyens alloués prend un retard conséquent dans la phase de mise en sécurité du site et assume un traitement volumineux d'effluents chargés en PFAS qu'il aurait pu nettement réduire.

Les constats sont détaillés dans les points de contrôle ci-dessous. Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé en annexe du présent rapport.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Cessation

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 06/07/2024, article R512-39-1

**Thème(s) :** Risques chroniques      Mise en sécurité

**Prescription contrôlée :**

I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.

**Constats :**


En termes organisationnels, l'exploitant explicite que depuis octobre 2025, 4 salariés SOLVAY restent présents sur site. Parmi eux, deux agents de maîtrise sont en charge du suivi sur le terrain des entreprises extérieures en charge des opérations de mise en sécurité (opérations de nettoyage, démontage, réparation, maintenance et travaux électriques notamment). L'exploitant précise que, dans ces conditions, il ne fait venir qu'une voire deux entreprises extérieures maximum en même temps sur site afin qu'elles puissent être toujours accompagnées d'un personnel SOLVAY.

Dans ces conditions, le point d'étape sur la mise en sécurité des installations montre que :

- des opérations de mise en sécurité pouvant paraître ~~plus~~ relativement simples ne sont toujours pas effectuées, telles que par exemple l'évacuation des stockages de soude et de potasse à l'atelier Florin ou encore le nettoyage de bacs ouverts et vidés au stockage bas Florin ;
- les équipements et les stockages de l'atelier PPFO sont mis en sécurité, mais l'atelier en lui-même ne l'est pas car l'exploitant maintient l'assainissement et l'alimentation des bacs BUS utilisés pour la mise en sécurité des autres zones de l'usine, sans explications ou analyses complémentaires de l'exploitant sur une stratégie de procéder à des mises en sécurité partielles et progressives par ateliers ou par zones.

La présente visite relève que l'organisation mise en place par l'exploitant ne permet pas, 11 mois après la mise à l'arrêt définitif des unités de fabrication notifiée le 11 mars 2025, leur mise en sécurité effective. Dans ce courrier, l'exploitant indique que « *A l'issue de la réalisation de ces mesures (prévues pour **octobre 2025**), une attestation de mise en oeuvre de la mise en sécurité (« ATTES SECUR ») sera fournie, conformément à la réglementation en vigueur.* Dans son courrier du 22 octobre 2025, l'exploitant sollicite un délai jusqu'à fin 2027 pour la définition du plan de gestion global du site, ce que le préfet a accordé par courrier du 8 décembre 2025.

Le constat portant sur le retard conséquent dans la phase de mise en sécurité du site inhérent à l'organisation et aux moyens mis en oeuvre constitue un écart à l'article R512-39-1 du code de l'environnement. Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé en annexe au présent rapport afin de fixer des délais pour l'évacuation des déchets toujours présents sur le site : 9 mois pour les déchets contenant des PFAS et les effluents pollués, 3 mois pour les autres déchets.

<b>Respect de la prescription :</b>		
<b>Type de suites proposées :</b>	Avec suites	
<b>Proposition de suites :</b>	Mise en demeure, respect de prescription	
<b>Proposition de délais :</b>	9	Mois

## N° 2 : Cessation

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 06/07/2024, article R512-75-1

**Thème(s) :** Risques chroniques      Gestion des fosses

**Prescription contrôlée :**

I.- La cessation d'activité est un ensemble d'opérations administratives et techniques effectuées par l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement afin de continuer à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, lorsqu'il n'exerce plus les activités justifiant le classement de ces installations au titre de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 sur une ou plusieurs parties d'un même site.

**Constats :**

Le site dispose de 29 fosses pour une surface de 2175m<sup>2</sup> représentant une capacité de 1400m<sup>3</sup>. L'inspection relève qu'aucune fosse n'est effectivement nettoyée.

L'exploitant précise que 7 ont fait l'objet d'un premier nettoyage et que des nettoyages supplémentaires sont nécessaires. Elles restent aujourd'hui utilisées pour les opérations en cours. Situées à l'air libre, lors d'épisodes pluvieux, les eaux pluviales s'y retrouvent stockées et se chargent en PFAS, notamment en TFA (acide trifluoroacétique) et TA (acide triflique). Ces eaux pluviales polluées sont ensuite pompées et stockées sur site en bacs ou en IBC en tant que déchets dangereux, sous le terme générique d'effluent "BUS" en attente d'évacuation. L'exploitant précise que cet effluent est ensuite transféré en filière de déchets dangereux au rythme de 40m<sup>3</sup>/semaine vers le seul centre d'élimination les acceptant, l'installation de traitement de Suez à Pont de Claix. Ce fonctionnement conduit inévitablement à la saturation rapide des capacités de traitement lors des périodes pluvieuses. Cette saturation n'est ainsi pas la conséquence du traitement des effluents issus de l'activité historique du site mais est engendrée par les eaux pluviales se retrouvant polluées suite à leur passage dans les fosses non nettoyées.

L'inspection relève également, que :

- cette organisation conduit à maintenir l'atelier PPFO "actif" pour la gestion de ces eaux pluviales chargées de PFAS avec l'utilisation du bac BUS présent sur la zone. (cf point au constat 1 ci-avant).
- la zone appelée "puisard PPFO", également en fosse, reçoit des effluents chargés en TFA et TA lors d'épisodes pluvieux : l'exploitant explicite que des eaux polluées s'infiltrant via le muret haut de la fosse et qu'elles sont en conséquence envoyées également dans le flux "effluents BUS", contribuant aussi à une saturation de la seule filière d'élimination identifiée pour cet effluent.

Dans ces conditions, et selon l'organisation adoptée, l'exploitant ne met pas en œuvre les opérations techniques de cessation d'activité afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et à l'article L. 211-1. Ainsi il convient de faire expertiser la gestion des eaux pluviales sur le site.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Prescriptions complémentaires

**Proposition de délais :** 2 mois

### N° 3 : Cessation

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 26/07/2013, article 5.1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques      Gestion des déchets

**Prescription contrôlée :**

Limitation de la production de déchets :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement et l'exploitation de ses installations pour :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation

[...]

**Constats :**

Lors d'épisodes pluvieux, les mesures organisationnelles et techniques en place pour les opérations de mise en sécurité en cours des installations engendrent la génération d'un volume d'eaux pluviales polluées contenant du TFA et du TA conséquent, et qui devient le principal contributeur à la saturation des capacités de traitement disponibles (cf détail au constat 2 ci-avant).

L'exploitant ne justifie d'aucune étude ni d'aucune mesure en place visant à diminuer les quantités d'effluents ainsi générées. Dans ces conditions, l'exploitant n'a pas démontré prendre toutes les dispositions nécessaires pour en priorité prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Prescriptions complémentaires

**Proposition de délais :** 2 Mois



#### N° 4 : Surveillance des émissions

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/07/2013, article 9.1.2

**Thème(s) :** Risques chroniques      Mesures comparatives

**Prescription contrôlée :**

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés. Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du code de l'environnement. Cependant, les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

**Constats :**

Lors de la visite terrain, il a été visité l'échantillonneur présent en sortie de la STEP PEP'S en présence de personnel GIE en charge de son exploitation. Sur demande de l'inspection un contrôle inopiné avait été programmé en 2025. Dans ce cadre, la société CARSO s'est présentée sur site le 16 décembre 2025 pour effectuer ce contrôle inopiné en sortie de station PEP'S selon les paramètres des arrêtés préfectoraux applicables au site. Il en ressort qu'aucun contrôle n'a pu être effectué sur les rejets de cette installation en 2025.

Des propos recueillis lors de la visite, l'exploitant a indiqué que la société CARSO :

- 1/ dispose d'une liste qui a été mise à sa disposition lors de la contractualisation en amont, précisant le matériel nécessaire pour pouvoir mener à bien ce contrôle inopiné ;
- 2/ s'est présentée le 16/12/2025 sur le site pour réaliser le contrôle inopiné, mais sans débitmètre adapté lui permettant d'assurer le prélèvement dans les règles de l'art, alors même que ce matériel est précisé sur ladite liste ;
- 3/ n'a dans ces conditions pas pu réaliser de prélèvement en sortie PEP'S.

Il est demandé à l'exploitant

- 1- de bien vouloir confirmer, compléter ou corriger ces affirmations sous 10 jours.
- 2- en l'absence de contrôle inopiné mené en 2025, de justifier sous 1 mois de quelle manière ont été réalisées les mesures comparatives exigées dans son arrêté préfectoral, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 10 Jours